



INDUSTRIE

Les industriels finistériens font état d'un nouveau repli de l'activité en 2003.

Ils anticipent pour 2004 une amélioration du contexte international, un retour de la croissance en France et une reprise modérée dans le département.

Comme chaque année, les succursales de la Banque de France en Bretagne ont effectué, en décembre 2003 et janvier 2004, une enquête auprès des entreprises industrielles, du bâtiment, des travaux publics et des services marchands. 1 340 établissements ont répondu au questionnaire. L'échantillon couvre au total 55 % des effectifs salariés des secteurs étudiés, ce qui permet de dresser un premier bilan de l'année 2003 et de formuler quelques prévisions pour l'année 2004.

Ralentissement de l'activité industrielle régionale

En Bretagne, les résultats sont en légère diminution pour la seconde année consécutive. La baisse des chiffres d'affaires est limitée, hormis dans l'industrie automobile (cf. tableau 1). Les exportations se sont contractées sauf dans les biens d'équipement. Les effectifs employés par les industriels bretons sont restés relativement stables. Mais, en matière d'investissements, le redémarrage attendu n'a pas eu lieu. Même si les secteurs de l'automobile et des biens de consommation ont accru leurs dépenses, les programmes engagés ont été d'une envergure moindre que ceux de 2002.

Pour l'année 2004, la majorité des chefs d'entreprises anticipent une hausse de l'activité. C'est

particulièrement le cas dans l'industrie automobile qui prévoit d'accélérer notablement ses cadences de production à partir du second semestre. Une reprise, d'ampleur plus limitée, est aussi attendue dans les autres secteurs industriels.

Forte chute des investissements dans le Finistère

L'activité industrielle départementale connaît aussi un léger repli, après la baisse déjà constatée en 2002. Les résultats de l'industrie agroalimentaire, confrontée à la restructuration de la filière avicole, à la crise porcine et aux tensions dans l'industrie laitière, pèsent indiscutablement sur les indicateurs. Ainsi, l'importante chute des investissements (cf. tableau 2) est fortement ressentie dans ce secteur, mais également dans l'industrie des biens intermédiaires. Par contre, les biens d'équipement enregistrent des résultats satisfaisants : accroissement des plans de charge et des programmes d'investissements. La situation de l'emploi est globalement stable, avec toutefois un moindre recours à l'intérim.

Pour 2004, les industriels finistériens prévoient un accroissement modéré de chiffres d'affaires. Les exportations devraient contribuer à soutenir la demande et la situation de l'emploi resterait stable. Les investissements pourraient rebondir, sous

l'impulsion de l'industrie agroalimentaire.

Le Finistère, sur la voie de la désindustrialisation ou de la stabilité ?

L'élargissement de l'Union Européenne et le ralentissement économique engendrent des inquiétudes en France : craintes de délocalisations d'entreprises vers des pays à plus bas coûts de main d'œuvre et peur de l'éventuelle désindustrialisation de l'économie nationale. La DATAR, dans une étude prospective intitulée "La France, puissance industrielle" et publiée en février 2004, a lancé le débat. Si la France connaît actuellement des mutations dans le secteur industriel et affiche des pertes d'emplois directs ces dernières années, elle ne serait pas sur la voie de la désindustrialisation. Qu'en est-il du Finistère ?

Il n'est certes pas épargné : son industrie est aussi soumise à la mondialisation, au développement des échanges et aux risques des délocalisations. L'analyse de l'évolution de l'emploi salarié industriel depuis 1990 (cf. tableau 3 et graphique 1) montre une relative stabilité.

Après une décennie de croissance continue, l'agroalimentaire marque le pas depuis 1999 (20 481 emplois salariés en 1999, 20 195 en 2003). Ce secteur représente près de 40 % des emplois industriels en Finistère (le triple de la moyenne nationale) et son impact sur l'ensemble de l'industrie et des services est majeur. Dans la branche des biens intermédiaires, la tendance est à la hausse depuis 1996. Les augmentations les plus significatives apparaissent dans les secteurs de la chimie : plastiques (+ 970 emplois entre 1990 et 2003) et dans la métallurgie et la transformation des métaux (+ 396 emplois). À l'inverse, l'industrie du bois et du papier a perdu 677 emplois salariés sur la même période.

La situation est plus contrastée pour les entreprises de production de biens d'équipement, notamment dans la construction et réparation navale, où les effectifs salariés (publics et privés confondus) ont chuté de 3 721 emplois entre 1990 et 2003. La diminution du plan de charge de la DCN et par conséquent du travail confié aux sous-traitants,

expliquent en grande partie ce chiffre. La branche des équipements électriques et électroniques est relativement stable tandis que celle des équipements mécaniques gagne 1 303 salariés.

Enfin, dans les industries de biens de consommation, le niveau de l'emploi varie peu, avec néanmoins des évolutions sectorielles contrastées. Le secteur de l'habillement-cuir accuse ainsi une perte de 706 emplois alors que l'édition, imprimerie, reproduction présente une augmentation (+ 611).

En conclusion, au regard de la stabilité de l'emploi salarié direct (+ 312 emplois entre 1990 et 2003), le Finistère n'apparaît pas sur une voie

de "désindustrialisation", thème récurrent du débat public national ces derniers mois. Qui plus est, pour obtenir un panorama complet de l'industrie finistérienne, il faudrait aussi comptabiliser le nombre croissant d'emplois d'intérimaires, ainsi que l'externalisation d'un certain nombre de fonctions vers les entreprises de services. Ainsi, les services opérationnels comprenant les services divers aux entreprises (secrétariat, nettoyage, gardiennage...), mais surtout l'intérim (les salariés des sociétés d'intérim et les intérimaires eux-mêmes), comptent dans le département plus de 15 000 salariés en 2003 contre environ 5 000 en 1990.

TABLEAU 2 • L'Industrie en Bretagne et Finistère

	Bretagne		Finistère	
	Évolution 2003 / 2002 en %	Prévisions 2004	Évolution 2003 / 2002 en %	Prévisions 2004
Chiffres d'affaires	- 2,9	+	- 0,6	+
Exportations	- 3,7	+	+ 3,9	+
Effectifs	- 0,2	+	- 0,2	-
Investissements	- 11,6	+	- 19,8	++

Source : Banque de France - Service des Affaires Régionales de Bretagne

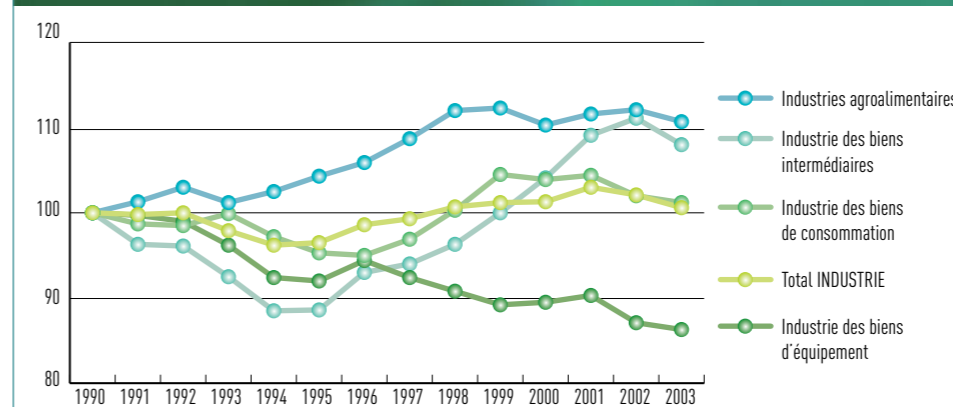
TABLEAU 3 • Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie finistérienne depuis 1990 (au 01 / 01 de chaque année)

	1990	2002	2003*	Évolution départementale 1990 / 2003
INDUSTRIE	50 445	51 483	50 757	+ 0,6 %
Industries agroalimentaires	18 245	20 446	20 195	+ 10,7 %
Industrie des biens d'équipement	17 293	15 062	14 917	- 13,7 %
Industrie des biens intermédiaires	8 253	9 167	8 916	+ 8,0 %
Industrie des biens de consommation	4 610	4 702	4 664	+ 1,2 %
Énergie	1 870	1 881	1 841	- 1,6 %
Industrie automobile	174	225	224	+ 28,7 %

Source : INSEE, série recalée sur le recensement de 1999

* données provisoires

GRAPHIQUE 1 • Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs de l'industrie finistérienne (base 100 au 01 / 01 / 1990)



Source : INSEE

Investir en Finistère : promouvoir, prospecter et attirer

Investir en Finistère est une association créée par les Chambres de commerce et d'industrie, le Crédit Agricole du Finistère, le Crédit Mutuel de Bretagne et les 30 plus grandes entreprises du Finistère.

Quelle est sa vocation ?

Investir en Finistère a pour objectif de contribuer à l'amélioration des conditions de développement du département. Cela passe par la promotion des succès rencontrés par nos entreprises, souvent leaders dans leurs domaines. Par une action de prospection, l'association recherche et accueille les investisseurs économiques français.

Pourtant, le Finistère est attractif...

Oui, il dispose d'une forte identité culturelle et d'un cadre de vie de qualité qui en font une terre réputée de tourisme. Mais le Finistère est aussi une terre d'entrepreneurs. Dans une grande variété d'activités, ses entreprises créent, innovent et réussissent. Un département comme le nôtre doit affirmer sa vocation économique et, compte tenu de l'éloignement géographique, agir pour améliorer son accessibilité. C'est pourquoi, notre association se bat par le biais du lobbying pour le désenclavement ferroviaire, routier, aérien mais aussi technologique avec les réseaux très hauts débits.

Gérard Drenou
Président de la CCI Quimper-Cornouaille